

L'armée de milice volontaire est une illusion

- En cas de suppression de l'obligation de servir, la Suisse devrait se passer de l'énorme potentiel de qualité de ses soldats. En effet, les personnes les plus compétentes de notre pays, issues de toutes les couches de la population et de toutes les professions, effectuent leurs obligations militaires au sein de notre armée de milice.
 - Les expériences faites dans d'autres pays démontrent que les armées qui ne connaissent pas l'obligation de servir peinent à recruter suffisamment de personnel qualifié. Les volontaires recrutés sont la plupart du temps trop peu nombreux et ne possèdent pas le profil adéquat!
 - Une «milice volontaire» mène de facto à une armée professionnelle. En effet, les problèmes de recrutement ne peuvent être résolus qu'en attirant les volontaires au moyen de primes pécuniaires substantielles.
 - Nous ne voulons pas d'une armée professionnelle. Elle est plus chère qu'une armée de milice et il faut en permanence lui trouver une occupation. Une armée professionnelle est trop grande en temps de paix et trop petite en temps de guerre parce qu'elle ne possède aucune réserve de personnel.
-

Cette initiative met en péril le système de milice qui réussit si bien à la Suisse

- L'objectif des socialistes, des verts et du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) n'est pas de réformer le système de l'obligation de servir. Il s'agit pour eux de supprimer notre armée par étapes.
 - A partir du moment où des volontaires devront être attirés par des primes pécuniaires substantielles pour effectuer leur service militaire, il ne faudra pas beaucoup de temps pour que chaque engagement volontaire en faveur de la société (associations, pompiers, politique) doive être indemnisé par l'État; le résultat en sera que le modèle de société qui fait le succès de la Suisse sera torpillé.
 - Un pour tous, tous pour un! L'obligation de servir et le système de milice permettent à tous les citoyens suisses de garantir ensemble la protection du pays. L'obligation de servir permet aux jeunes gens d'apporter leur contribution à la collectivité. Cet acte renforce la cohésion de la société. C'est pourquoi l'accomplissement du service militaire est un acte de solidarité. Que l'on ne s'y trompe pas, l'acceptation de l'initiative aurait des conséquences bien au-delà de l'armée. Le modèle suisse lui-même, en particulier la place et le rôle du citoyen par rapport à l'État, sont dans la ligne de mire des auteurs de l'initiative.
 - Durant l'instruction de base les jeunes gens acquièrent beaucoup de compétences utiles, notamment la capacité de s'intégrer au sein d'un groupe, l'abnégation, le sens du devoir ainsi que la résistance physique et psychique. Ces compétences s'avèrent ensuite très utiles dans la vie professionnelle.
-

La sécurité du pays et de la population n'est plus garantie

- Le monde et l'Europe ne sont pas devenus plus sûrs depuis la fin de la guerre froide. Les risques et les menaces actuels contre la sécurité sont plus diversifiés et plus difficiles à
- La grandeur de l'armée peut être adaptée aux besoins actuels et à la situation sécuritaire grâce à l'obligation de servir et au système de milice. Aujourd'hui, en moyenne seuls 5000 soldats environ (sans les écoles) sont mis sur pied

cerner qu'auparavant. La police et la chaîne de secours civile ne sont plus en mesure de maîtriser seuls des troubles majeurs de la sécurité intérieure ou des situations extraordinaires comme des attentats terroristes ou des catastrophes naturelles ou anthropiques. Le recours à l'armée est indispensable dans de telles situations.

- Sans sécurité, il n'existe aucune qualité de vie et aucune liberté. La sécurité ne va pas de soi, mais elle constitue une tâche d'importance nationale qui a son prix. C'est pourquoi notre armée de milice constitue, pour toute la Suisse, la seule réserve sécuritaire engageable en cas de crise, de catastrophes et de conflits. La protection civile et le service civil complètent la chaîne sécuritaire.

simultanément. Cependant, si la situation sécuritaire devait se détériorer, une augmentation suffisante des effectifs serait possible.

- En cas de suppression de l'obligation de servir, la sécurité de notre pays et de sa population serait dépendante du nombre de volontaires qui se seraient annoncés. C'est une illusion de croire que l'on en trouverait suffisamment en cas de crise ou de conflit armé.

En fin de compte, il ne s'agit pas d'introduire une milice volontaire, mais de supprimer l'armée

Derrière cette initiative se profile le Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA) qui se bat depuis de nombreuses années sans succès pour la suppression de l'armée. L'initiative est également soutenue par le Parti socialiste suisse et les Verts. Ces deux Partis se sont également prononcés pour la suppression de l'armée. Le véritable but de cette initiative est indéniablement la suppression de l'armée suisse, même si les auteurs de cette initiative prétendent pour des motifs tactiques vouloir « seulement » modifier le modèle de défense suisse.

- **GSsA**: „Le but du GSsA reste l'abrogation de l'armée. Mais pour ébranler l'armée dans ses fondements et démasquer en même temps le pseudo-débat autour du service civil au Parlement, l'abrogation du service militaire obligatoire est le moyen le plus adapté » (*GSoA-Flyer / Argumentaire* p. 4).
- Le **Parti socialiste suisse** mentionne dans son Programme 2010, sous « *Les engagements du PS, point 6, page 44* : « ...le PS préconise la suppression de l'armée ». Et sous point 7, il définit son engagement comme suit : En attendant que cet objectif soit atteint, l'armée suisse doit être massivement réduite et transformée pour contribuer avant tout à la protection de la population civile et à la promotion internationale de la paix.
- Dans son programme électoral 2007, le **Parti des Verts** a souligné à la page 33, sous 4.3. Promotion active de la paix : « Les Verts suisses ont soutenu en 2001 la deuxième initiative pour la suppression de l'armée. Nous maintenons cette position: la Suisse n'a pas besoin d'une armée... ».